



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche  
477, boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 05/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AGRIAL**

4 rue des Roquemonts  
CS3505  
14050 Caen

Références : 2023.230  
Code AIOT : 0005307326

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement AGRIAL implanté 50480 Sainte-Mère-Église. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIAL
- 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005307326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Carquebut est un silo à grains.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 7.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en conformité ses installations électriques sur la base des observations émises par l'organisme compétent dans ce domaine dans son rapport annuel. Il devra également recueillir l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

Enfin, l'exploitant devra veiller à la bonne connaissance par ses représentants de la localisation et du nombre des vannes d'isolement des bassins faisant office de rétentions des eaux d'extinction incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> L'exploitation est réalisée sous la surveillance du Responsable de site de Carquebut. Celui-ci est en poste depuis 18 mois et est en cours de formation en vue d'obtenir un certificat de qualification professionnelle (CQP) : Agent de Silo.  L'exploitant a informé l'inspection que le Responsable de site a suivi une formation relative aux caractéristiques des silos et aux questions de sécurité. Le 21 mars 2023, l'inspection a pu consulter une attestation de présence à une formation "Risques incendie et explosion liées à l'exploitation d'un silo et procédure d'urgence" auquel le Responsable de site a participé le 2 mars 2023.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à former ses agents en charge de l'exploitation aux risques spécifiques de ses installations en amont de leur prise de poste ou au plus tôt après celle-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
<b>Constats :</b> Le 21 mars 2023, l'inspection a consulté par sondage les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation du site de Carquebut. Celles-ci font partie du document "Cahier de bord Silo" et comportent notamment les contrôles à effectuer en marche normale de l'installation. L'exploitant a précisé que, concernant les opérations de redémarrage de l'installation suite à un arrêt pour travaux de modification ou concernant les opérations d'entretien des installations et de remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident, ces opérations seraient réalisées par une équipe Maintenance du siège et ne seraient pas gérées en "local". Ainsi, le site de Carquebut ne dispose pas de procédures spécifiques aux redémarrages suite à un incident/accident.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra, sous 3 mois, la procédure mise en oeuvre par les équipes Maintenance du siège, en cas de remise en service suite à un incident grave ou accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> Le 21 mars 2023, l'inspection a pu consulter la "procédure permis de feu" n° SECU 08 en date du 08/08/2010. Celle-ci précise que le permis de feu doit contenir "[...] les mesures de prévention avant, pendant et après le travail à effectuer. Une attention particulière est apportée au nettoyage préalable de la zone de travaux et à la ronde de surveillance 1h après la fin des travaux".  L'inspection a également consulté le modèle de formulaire "Permis de feu" dans sa version 7 en date du 21/03/2019. Ce formulaire prévoit la réalisation par le personnel du site d'une ronde 2h après la fin des travaux.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra mettre à jour sa "procédure permis de feu" n° SECU 08, afin de la mettre en conformité avec sa pratique et ses formulaires "permis de feu", et la tenir à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b> Le site de Carquebut est équipé d'un système de dépoussiérage centralisé et de transport des produits conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Le 21 mars 2023, l'inspection a contrôlé par sondage l'installation et a pu constater la présence de capteurs de poussière situés aux emplacements susceptibles de produire le plus de poussière (nettoyeur, têtes d'élévateurs, têtes et pieds des transporteurs à chaîne, etc.). L'installation est également équipée de dispositifs de sécurité asservis au fonctionnement de l'installation. Un défaut sur l'un de ces dispositifs ferait l'objet d'une alarme avec report de celle-ci en salle de contrôle de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Qualification d'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> Le site de Carquebut n'est pas équipé de transporteurs à bandes, seul des transporteurs à chaînes sont utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le 21 mars 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'Inspection des Installations Classées le rapport annuel contenant l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>Concernant l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, l'inspection a pu consulter par sondage les rapports de vérification des installations électriques de 2022 (réf. n° 1663566-003-1 du 29/07/2022) et de 2021 (réf. n° 1663566-002-1 du 11/08/2021) réalisés par la société APAVE.</p> <p>Le rapport de 2022 fait état de six observations. Le 21 mars 2023, l'inspection a contrôlé par sondage les observations n°1 ("Le local "Poste HT" n'est pas correctement entretenu") et n°3 ("Présence de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie" dans le local électrique Niveau 0 du bâtiment Silos) de ce rapport. L'inspection a pu constater la présence en quantité notable de toiles d'araignées dans le local "Poste HT" et la présence de poussières dans le local électrique du bâtiment Silos.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant fera intervenir un organisme compétent afin de recueillir son avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Cet avis sera transmis, sous 3 mois, à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant procèdera également aux nettoyages du local "Poste HT" et du local électrique du bâtiment Silos de façon réactive et modifiera son organisation de façon à planifier le nettoyage de ces installations sensibles afin de prévenir le risque d'incendie. La planification retenue pour le nettoyage de ces locaux devra être tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sans objet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 7.4.4 RÉTENTIONS ET CONFINEMENT</p> <p>[...]</p> <p>Capacités de confinement :</p> <p>L'exploitant dispose, pour confiner les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie du silo, de la fosse des élévateurs d'un volume de 900 m3.</p> <p>Pour constituer une telle capacité de rétention, l'exploitant doit fermer 2 vannes à commande manuelle (cf articles 4.3.2.2 et 4.3.2.3 du présent arrêté préfectoral.).</p> <p>L'exploitant s'assure de la bonne capacité des pentes des aires étanches de son site pour que les eaux polluées soient dirigées vers ces capacités de confinement.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le 21 mars 2023, l'inspection a consulté par sondage le Plan d'Opération Interne (POI) du site de Carquebut. Celui-ci prévoit au sein de la fiche réflexe n°1 la fermeture du réseau d'eau pluviale. Le site de Carquebut dispose de deux bassins d'infiltration, un pour les eaux pluviales de toiture et l'autre pour les eaux pluviales de voiries. La fermeture de vannes en amont de ces bassins isole les eaux polluées sur le site.</p> <p>Le 21 mars 2023, l'inspection a interrogé les représentants de l'exploitant sur la façon d'isoler les eaux d'extinction d'incendie sur le site en cas d'incendie. Le nombre et la localisation de ces vannes d'isolement n'était pas clair. Un plan du site à du être consulté.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant devra modifier, sous 1 mois, la fiche réflexe n°1 afin de préciser le nombre et la localisation des vannes permettant de fermer le réseau d'eau pluviale et ainsi contenir sur site les eaux d'extinction incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois